

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPDR/M/17

1^{er} octobre 2002

(02-5238)

Groupe de travail de la réglementation intérieure

RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LE 16 JUILLET 2002

Note du Secrétariat¹

1. Le Groupe de travail de la réglementation intérieure a tenu sa dix-septième réunion le 16 juillet sous la présidence de M. Sérgio Santos (Brésil). L'ordre du jour de la réunion figure dans l'aérogramme WTO/AIR/1861. Au cours de la réunion, les débats ont porté principalement sur l'examen des mesures réglementaires, compte tenu d'une nouvelle note du Président et d'une note du Secrétariat, qui avait été révisée.

2. Avant de passer aux points de l'ordre du jour, le Président a rappelé aux Membres que l'OCDE donnerait un bref exposé, dont la source ne pourrait être citée, concernant la réunion d'experts des services qui s'était tenue à Paris au mois de mars. Le Groupe de travail avait invité l'OCDE à donner cet exposé à la dernière réunion, mais, faute de temps, les Membres étaient convenus de la reporter jusqu'à la réunion en cours. Il a également indiqué que, conformément à l'usage établi, une version biffée du *Résumé des discussions sur la liste de questions établie à l'intention du Groupe de travail de la réglementation intérieure* se trouvait à l'arrière de la salle. Le *Résumé*, qui avait été distribué précédemment sous la cote JOB(02)/3/Rev.1 et qui était daté du 12 avril 2002, n'avait pas été modifié depuis la dernière réunion du Groupe de travail de la réglementation intérieure.

A. ÉLABORATION DE DISCIPLINES RÉGLEMENTAIRES AU TITRE DE L'ARTICLE VI:4 DE L'AGCS

1. Examen des concepts concernant l'élaboration de disciplines

3. Le Président a fait observer que le premier point de l'ordre du jour était *l'élaboration de disciplines réglementaires au titre de l'article VI:4 de l'AGCS* et que le premier alinéa portait sur *l'examen des concepts concernant l'élaboration de disciplines*. Depuis la dernière réunion du Groupe de travail, il avait rédigé une nouvelle note du Président qui avait été distribuée sous la cote JOB(02)/81, et qui était datée du 12 juillet 2002.

4. Le Président a aussi rappelé que, depuis la dernière réunion, le Secrétariat avait distribué une nouvelle version de la note (*Exemples de mesures devant être soumises à des disciplines en vertu de l'article VI:4 de l'AGCS*, JOB(02)/20/Rev.1, elle aussi datée du 12 juillet 2002), et il a demandé au Secrétariat de présenter la note révisée. Un représentant du Secrétariat a indiqué que la procédure utilisée pour actualiser les *Exemples* était la même que celle à laquelle on avait eu recours pour les versions précédentes, à savoir que le Secrétariat avait déterminé à titre préliminaire la manière de classer les mesures en question. Le Secrétariat s'était efforcé de faire preuve d'un maximum de souplesse, appliquant le principe du "bénéfice du doute" à la classification de certaines mesures au regard de l'article VI:4. Afin qu'il soit plus facile de repérer les modifications, les derniers ajouts étaient indiqués en caractères gras.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

5. Le Président a alors donné la parole aux participants afin qu'ils procèdent à l'analyse des exemples spécifiques en matière de réglementation qui figuraient dans la liste révisée d'*Exemples*. Il a suggéré que la discussion ait lieu de manière informelle et indiqué que les Membres devaient préciser s'ils souhaitaient que leurs interventions soient consignées dans le compte rendu. Sinon, l'examen serait effectué de façon informelle et serait suivi d'un résumé des débats, établi par le Président. Il a aussi fait remarquer qu'il serait tenu compte des débats dans la prochaine mise à jour du *Résumé*. Les Membres sont convenus de commencer les discussions de manière informelle.

6. Le Président a proposé que les Membres entreprennent l'examen initial des mesures énumérées à l'annexe I de la liste révisée d'*Exemples*, en commençant par la première sous-catégorie, à savoir la transparence. Il a fait remarquer que la méthodologie retenue pour les débats, ainsi que les Membres en étaient convenus lors de la réunion précédente, figurait aux paragraphes 5 à 7 de sa note. Il a répété qu'il ne s'agissait pas d'établir une liste définitive des catégories de mesures, mais simplement d'aider à dégager les mesures qui pourraient servir de base aux discussions.

7. Le représentant de Hong Kong, Chine, après avoir demandé que ses observations soient consignées dans le compte rendu, a déclaré par souci de précision que les mesures réglementaires mentionnées par sa délégation et incorporées par le Secrétariat à la liste actualisée d'*Exemples*, relevaient, du point de vue de sa délégation, de l'article VI:4. Ces mesures provenaient de propositions de négociation présentées par des Membres dans le cadre de la session extraordinaire du Conseil du commerce des services. La délégation de Hong Kong, Chine avait pris la liberté de tirer de ces renseignements factuels les mesures réglementaires présentant un rapport avec le travail du Groupe de travail de la réglementation intérieure. Ainsi qu'il était indiqué dans le note du Président, l'examen de la liste d'*Exemples* ne visait pas à établir une liste définitive de mesures relevant de l'article VI:4. L'intervenant supposait que les délégations auraient encore la possibilité de présenter de nouveaux exemples de mesures réglementaires provenant de toute source qu'elles jugeraient appropriée. À cet égard, il a renouvelé la demande formulée par sa délégation aux autres Membres, en particulier aux pays en développement Membres, pour qu'ils présentent d'autres exemples de mesures réglementaires, afin d'enrichir les débats du Groupe de travail. L'intervenant a fait observer que le Groupe de travail ne disposait pas de détails spécifiques permettant une évaluation plus précise de certaines mesures, conformément à la note du Président, et indiqué qu'il serait utile que les Membres confrontés à ce type de mesures réglementaires fournissent des informations plus circonstanciées.

8. Résumant les débats, le Président a déclaré que le premier échange de vues entre les Membres à propos des exemples de mesures réglementaires figurant dans la note du Secrétariat avait été particulièrement intéressant. Il a fait remarquer que les observations concernaient surtout les mesures liées à la transparence. Un certain nombre de Membres étaient d'avis qu'il serait utile d'examiner si les obligations résultant de l'article III de l'AGCS étaient suffisantes. D'autres, toutefois, ont mis en garde contre la création d'obligations additionnelles, compte tenu de la charge administrative que cela représenterait pour les pays en développement. Concernant les prescriptions en matière de résidence, certains Membres ont indiqué qu'il s'agissait de mesures relevant de l'article XVII; d'autres ont cependant affirmé que les Membres devaient apporter plus de précisions et analyser les détails de la mise en œuvre de ces prescriptions. Dans l'ensemble, a déclaré le Président, les discussions avaient été très utiles et il espérait que le Groupe de travail poursuivrait ses travaux d'analyse des mesures réglementaires.

9. Avant de passer à l'exposé de l'OCDE, le Président a demandé aux Membres s'ils souhaitaient formuler d'autres observations sur les sujets abordés dans le *Résumé des discussions sur la liste de questions établie à l'intention du Groupe de travail de la réglementation intérieure* (à savoir, les questions d'ordre général, la transparence, l'équivalence et les normes internationales), ou au titre de cet alinéa de l'ordre du jour en général. Il a signalé que des Membres avaient présenté des observations sur certains points qui figuraient déjà dans le *Résumé*, tels que le fardeau administratif.

10. Les Membres n'ayant aucune autre observation à formuler, le Président s'est alors tourné vers Mme Julia Nielson, de l'OCDE, afin qu'elle donne son exposé, dont la source ne pourrait être citée. À la suite de l'exposé, les Membres sont convenus de demander à l'OCDE si elle consentait à ce que cet exposé soit distribué en tant que document de séance, et l'OCDE a souscrit à cette demande.

11. Le Président a fait remarquer qu'une question en suspens depuis la réunion de juin – laquelle était exposée aux paragraphes 2 et 3 de sa note – concernait l'organisation des travaux, et notamment le délai indicatif de mars 2003. Il a indiqué qu'une erreur s'était glissée au paragraphe 2 de la version anglaise, et que le mot "*basis*" devait être ajouté à la suite du mot "*notional*". Le Président a déclaré qu'il était difficile d'organiser les travaux sans calendrier et prié les Membres pour qui la date de mars 2003 posait problème de formuler des suggestions. Les Membres ont décidé de tenir encore une fois des discussions informelles.

12. Le Président a conclu les discussions informelles en déclarant que, comme cela avait été le cas lors de la réunion de juin du Groupe de travail de la réglementation intérieure, un certain nombre de délégations étaient en faveur de l'adoption d'un délai indicatif fondé sur le principe de l'effort maximal. Pour d'autres, cependant, cela posait encore des difficultés. Aucun consensus ne s'étant dégagé, le Groupe de travail reprendrait donc les débats à sa prochaine réunion. Il a prié les Membres qui se heurtaient à des difficultés de poursuivre leur réflexion et de proposer d'autres solutions à l'occasion de la prochaine réunion.

2. Élaboration de disciplines pour les services professionnels

13. Le Président a ensuite abordé l'alinéa suivant de l'ordre du jour, c'est-à-dire *l'élaboration de disciplines pour les services professionnels*. Il a indiqué que depuis la dernière réunion, le Secrétariat avait distribué sous la cote JOB(02)/80 sa note informelle sur les *Consultations nationales des Membres avec des associations de services professionnels*, datée du 12 juillet 2002.

14. Le Président a déclaré que sa note avait pour objet de fournir quelques précisions sur les *disciplines relatives aux services comptables* (*Disciplines relatives à la réglementation intérieure dans le secteur des services comptables* (document S/L/64 daté du 17 décembre 1998)), ainsi que des renseignements sur le mandat prévu à l'article VI:4 de l'AGCS et une description des éléments principaux des *disciplines relatives aux services comptables*. La partie V de la note concernait une date butoir que les Membres devraient s'efforcer au maximum de respecter pour mener à bien leurs consultations nationales. Il souhaitait préciser que les Membres pouvaient présenter les résultats de leurs consultations nationales à tout moment. Le texte de sa note constituait simplement un outil destiné à aider les Membres à mener leurs consultations nationales et les Membres pouvaient en modifier les termes à leur convenance.

15. Le Président a alors suggéré que le Groupe de travail procède d'abord à l'examen initial de la section de la note de *synthèse* contenant les observations générales (*Synthèse des résultats des consultations sur les services professionnels organisées au niveau national (cinquième avant-projet)*, document JOB(01)/162 daté du 27 novembre 2001). Comme cela avait été souligné à la réunion précédente, cet examen pourrait être utile pour orienter les consultations des Membres qui n'avaient pas encore présenté leur rapport, malgré les lacunes notoires de la note de *synthèse*. Le Président a ajouté qu'il pourrait être suivi par la présentation d'observations sur les procédures de consultation avec les associations professionnelles internationales et par l'examen des questions soulevées par les Membres au sujet des *disciplines relatives aux services comptables* et des *Lignes directrices pour les accords ou arrangements de reconnaissance mutuelle dans le secteur des services comptables* (document S/L/38 daté du 28 mai 1997).

16. Quant à l'établissement du délai du 30 novembre 2002, que les Membres devraient s'efforcer au maximum de respecter pour mener à bien leurs consultations nationales, aux termes du paragraphe 10 de sa note, le Président a souligné qu'il ne signifiait aucunement que les Membres ne pourraient plus fournir de renseignements après cette date. L'objectif poursuivi était de fixer une date après laquelle le Secrétariat pourrait entamer des consultations avec des associations internationales de services professionnels. Le Président a rappelé qu'au cours de la dernière réunion, certaines délégations avaient fait part de leur préoccupation concernant la date limite et qu'en conséquence il accueillerait favorablement toute autre suggestion. Il a ajouté que certains Membres avaient signalé que des associations internationales de services professionnels avaient déjà engagé des travaux directement liés aux efforts déployés par le Groupe de travail, et il a demandé aux Membres de tenir compte de ce fait.

17. Les Membres ont souscrit à la suggestion du Président de tenir les discussions de manière informelle.

18. Le Président a indiqué, pour résumer les discussions informelles sur les services professionnels, que certains Membres souhaitaient définir les procédures de consultation entre le Secrétariat et les associations internationales de services professionnels et que des suggestions intéressantes avaient été formulées. Ces suggestions feraient l'objet d'un débat plus approfondi au cours de la prochaine réunion. Le Secrétariat élaborerait en outre un projet de lettre concernant les consultations et le soumettrait à l'examen des Membres avant la prochaine réunion.

19. S'agissant de sa note à propos des consultations menées par les Membres au niveau national, il a été convenu d'y ajouter la *Décision* par laquelle le Conseil du commerce des services avait adopté les disciplines relatives aux services comptables (document S/L/63 daté du 15 décembre 1998), ainsi que la *Décision* portant création du Groupe de travail de la réglementation intérieure (document de l'OMC S/L/70, daté du 28 avril 1999). Concernant les débats sur la *Synthèse*, le Président a indiqué qu'une délégation avait formulé des observations sur la partie du document relative aux observations générales. Il a répété que son intention, en donnant la parole aux participants, était d'offrir aux Membres qui avaient présenté des rapports la possibilité de formuler des observations dont pourraient profiter ceux qui n'avaient pas encore achevé leurs consultations internes.

B. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

20. Le Président a noté que le point suivant de l'ordre du jour était la date de la prochaine réunion. Conformément à la pratique consistant à grouper les réunions des organes subsidiaires au voisinage de celles du Conseil, il a suggéré de tenir la réunion suivante dans la semaine précédant immédiatement les réunions du Conseil du commerce des services et de la session extraordinaire, c'est-à-dire la semaine du 21 octobre. Les Membres ont approuvé la suggestion du Président.

C. AUTRES QUESTIONS

21. Passant aux *Autres questions*, le Président a remarqué que la question de la mise en distribution générale des documents informels du Groupe de travail de la réglementation intérieure avait été soulevée au cours des deux réunions précédentes, sans qu'un consensus ne puisse être trouvé. À la dernière réunion, il avait mentionné la décision du Conseil général du 16 mai 2002 concernant la mise en distribution générale des documents (document WT/L/452), en soulignant toutefois que celle-ci ne s'appliquait pas aux documents informels. Il avait indiqué en conclusion que la raison de la mise en distribution générale était de contribuer à mieux faire connaître au grand public les activités du Groupe de travail de la réglementation intérieure. Il a ensuite demandé aux Membres s'ils souhaitaient formuler d'autres observations.

22. Aucune autre observation n'ayant été formulée, le Président a déclaré en conclusion que les Membres pourraient revenir sur la question ultérieurement.

23. Le représentant de l'Australie a rappelé aux Membres qu'un congrès d'architectes aurait lieu le 18 juillet, sous les auspices de l'Union internationale des architectes (UIA), pour présenter leur Accord pour la recommandation de règles professionnelles internationales de l'exercice de l'architecture. L'intervenant a fait remarquer que le congrès avait un rapport direct avec les travaux du Groupe de travail de la réglementation intérieure.

24. Le Président a indiqué qu'un événement similaire, organisé par l'Association internationale du barreau et axé sur les services juridiques, se tiendrait le 19 juillet.
